

Le montant de la mise due par bulletin correspond à celui résultant de la multiplication des trois paramètres que sont le nombre de grilles jouées, le multiplicateur appliqué à la mise et le nombre de tirages auxquels il est participé.

Le ou les numéro(s) mentionné(s) dans la même grille forme(nt) un pronostic, appelé « ensemble ».

La Loterie nationale peut émettre des bulletins dont les paramètres visés aux alinéas 1^{er} et 2 diffèrent en fonction des possibilités offertes par les bulletins visés aux articles 6 et 6bis.

Au recto et/ou au verso des bulletins peuvent figurer des indications explicatives destinées aux participants. ».

Art. 3. Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre X du même arrêté :

« Art. 21bis. La participation est interdite à tout mineur d'âge. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

De inzet die per formulier verschuldigd is, stemt overeen met het product van de drie parameters, namelijk het aantal gespeelde roosters, de op de inzet toegepaste multiplicator en het aantal trekkingen waaraan wordt deelgenomen.

Het (de) in hetzelfde rooster vermelde nummer(s) vormt (vormen) een voorspelling, die « geheel » wordt genoemd.

De Nationale Loterij kan formulieren uitgeven waarvan de parameters, bedoeld in het eerste en het tweede lid, verschillen volgens de mogelijkheden die door de in artikelen 6 en 6bis bedoelde formulieren worden geboden.

Op de voor- en/of de keerzijde van de formulieren kan er uitleg voor de deelnemers voorkomen. ».

Art. 3. Een artikel 21bis, luidend als volgt, wordt in het hoofdstuk X van hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 21bis. Voor minderjarigen is de deelneming verboden. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1924

[C - 99/00404]

3 JUIN 1999. — Arrêté royal réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion de matches de football

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à préciser la responsabilisation des organisateurs en matière de sécurité lors de matches de football, tels que visés par la loi, en définissant des règles relatives à la distribution des titres d'accès et d'abonnements.

Dispositions générales

Cette responsabilisation s'étend, en ce qui concerne la confection et la distribution des titres d'accès et des abonnements, et en ce qui concerne le contrôle d'accès, aux domaines suivants :

- le respect de la capacité de sécurité du stade;
- la séparation correcte des supporters en harmonie avec l'infrastructure;
- la localisation des spectateurs à l'intérieur du stade;
- le refus de délivrance d'un titre d'accès ou d'un abonnement aux personnes frappées d'une interdiction de stade;
- l'identification de la rencontre ou la durée de validité de l'abonnement;
- l'identification et la responsabilité du distributeur des titres d'accès et abonnements;
- la responsabilité de l'organisateur dans sa relation avec le distributeur;
- les garanties qualitatives nécessaires auxquelles les titres d'accès et les abonnements doivent en eux-mêmes satisfaire et les données qui doivent y être imprimées;
- un contrôle d'accès efficace;
- l'information au public.

Champ d'application

Outre ces dispositions générales, une série de dispositions particulières sont prévues, relativement à la confection des titres d'accès et des abonnements, à leur distribution et au contrôle d'accès, en fonction de leur champ d'application.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1924

[C - 99/00404]

3 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen wordt de responsabilisering van de organisatoren in het kader van de veiligheid bij voetbalwedstrijden, beoogd door de wet, nader uitgevoerd door het omschrijven van de regels verbonden aan de distributie van toegangsbewijzen en abonnementen.

Algemene bepalingen

Deze responsabilisering stelt zich, wat betreft de aanmaak en de distributie van toegangsbewijzen en van abonnementen, en wat betreft de toegangscontrole, op het vlak van :

- het respecteren van de veiligheids capaciteit van het stadion;
- de correcte scheiding van de supporters in harmonie met de infrastructuur;
- het situeren van de toeschouwers binnen het stadion;
- het ontzeggen van een toegangsbewijs of een abonnement aan personen onderworpen aan een stadionverbod;
- de identificatie van de wedstrijd of de geldigheidsduur van het abonnement;
- de identificatie en de verantwoordelijkheid van de distributeur van toegangsbewijzen en abonnementen;
- de verantwoordelijkheid van de organisator in zijn relatie tot de distributeur;
- de nodige kwalitatieve waarborgen waaraan toegangsbewijzen en abonnementen op zich dienen te voldoen en de gegevens die erop gedrukt moeten worden;
- een doeltreffende toegangscontrole;
- de informatie aan het publiek.

Toepassingsgebied

Behalve deze algemene bepalingen, wordt in een reeks specifieke bepalingen voorzien, met betrekking tot de aanmaak van toegangsbewijzen en van abonnementen, de distributie ervan en de toegangscontrole, in functie van hun toepassingsgebied.

Le champ d'application de l'arrêté varie en effet selon le type de match :

- les matches nationaux de football entre deux équipes de première division, comme les matches de championnat ou de coupe (par exemple la Coupe de Belgique, la Coupe de la Ligue,...);
- les matches nationaux de football entre deux équipes de deuxième division, comme les matches de championnat ou de coupe;
- les matches nationaux de football entre une équipe de première division et une équipe de deuxième division, comme les matches de coupe;
- les matches internationaux de football.

Confection des titres d'accès et des abonnements

Pour les matches disputés par des clubs de première division ou ceux disputés entre une équipe de division I et une équipe de division II, le principe du titre d'accès et de l'abonnement nominatifs a été choisi.

De même a été instauré le principe de la responsabilité solidaire du « premier acheteur » et de tout cessionnaire du billet ou de l'abonnement avec l'utilisateur final de celui-ci, pour les dommages que ce dernier causerait dans le stade; le titre d'accès et l'abonnement ne sont donc transmissibles qu'« à ses propres risques ».

Contrairement à ce qu'estime le Conseil d'Etat dans son avis L.29.125/4 du 14 avril 1999, la disposition de l'article 10 n'est pas une dérogation aux principes de la responsabilité civile établis par les articles 1382 et suivants du Code civil. Il s'agit en fait d'une clause impérative à faire figurer dans le contrat que concluent l'organisateur et ses clients (les acheteurs). Il ne fait pas de doute que la loi peut imposer certaines conditions de passation d'un contrat, dont une clause de solidarité : c'est ce que prévoit l'article 1202, alinéa 2, du Code civil. La « loi » doit être comprise au sens large, englobant donc un arrêté royal (cf. en ce sens Cass., 7 mai 1942, Pasicrisie, 1942, I, 117).

Distribution des titres d'accès et des abonnements

Il est possible d'acheter des titres d'accès :

- au secrétariat central de l'organisateur ou dans les points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur, sur présentation d'une carte de groupe (maximum trente titres d'accès); il faut entendre par « secrétariat central » le secrétariat du siège social du club, à l'exclusion donc d'autres points de vente;
- au secrétariat central de l'organisateur (maximum quatre titres d'accès);
- dans les points de vente décentralisés reconnus par la fédération sportive coordinatrice (maximum deux titres d'accès);
- aux guichets du stade, dans les trois heures précédant la rencontre (un titre d'accès);
- par l'intermédiaire d'un partenaire commercial de l'organisateur.

Dans chaque cas, il faut s'identifier via un document officiel d'identification (carte d'identité, passeport,...) ou via un autre moyen électronique de légitimation reconnu par l'organisateur (par exemple, une « carte du supporter »). Il revient à l'organisateur de s'entourer de toutes les garanties nécessaires lors de l'allocation de ce moyen de légitimation.

Pour les matches entre équipes de première division nationale, les matches entre une équipe de première et une équipe de deuxième division nationale et les matches internationaux, l'acquéreur doit également déclarer son « choix de supporter »; on entend par là le fait de déclarer soit soutenir une des deux équipes en présence, et dans ce cas indiquer laquelle, soit ne soutenir aucune des deux équipes.

Les données nominatives de l'acheteur (ou des destinataires au cas où une carte de groupe est utilisée) sont enregistrées. Cela n'aura lieu qu'à partir du 1^{er} juillet 2000 pour la vente aux guichets.

Ces données doivent être accessibles aux personnes chargées du contrôle de l'application de la loi.

Het toepassingsgebied van het besluit varieert inderdaad naargelang het type wedstrijd :

- de nationale voetbalwedstrijden tussen twee ploegen uit eerste afdeling, zoals competitiewedstrijden of bekerwedstrijden (bijvoorbeeld Beker van België, Ligabeker,...);
- de nationale voetbalwedstrijden tussen twee ploegen uit tweede afdeling, zoals competitiewedstrijden of bekerwedstrijden;
- de nationale voetbalwedstrijden tussen een ploeg uit eerste en een ploeg uit tweede afdeling, zoals bekerwedstrijden;
- de internationale voetbalwedstrijden.

Aanmaken van toegangsbewijzen en abonnements

Voor de wedstrijden tussen clubs uit eerste afdeling of tussen een club uit eerste afdeling en een club uit tweede afdeling werd gekozen voor het principe van de nominatieve toegangsbewijzen en abonnementen.

Tevens werd het principe van de solidaire verantwoordelijkheid van de « eerste koper » en van elke verdere overdrager van het toegangsbewijs of het abonnement met de uiteindelijke gebruiker ervan, voor schade die deze laatste in het stadion zou aanrichten, ingevoerd; het toegangsbewijs en het abonnement zijn dus enkel overdraagbaar « op eigen risico ».

In tegenstelling tot de mening van de Raad van State in zijn advies L.29.125/4 van 14 april 1999, is de bepaling in artikel 10 geen uitzondering op de principes van de burgerlijke aansprakelijkheid zoals bepaald in de artikelen 1382 ev. van het Burgerlijk Wetboek. Het gaat hier om een verplichte clause op te nemen in het contract tussen de organisator en zijn consumenten (de kopers). Er bestaat geen twijfel dat de wet bepaalde contractvoorwaarden kan opleggen, inclusief een beding van hoofdelijke aansprakelijkheid : dit is voorzien in artikel 1202, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek. Het begrip « wet » moet hier in ruime zin geïnterpreteerd worden zodat het ook een koninklijk besluit omvat (cf. in die zin Cass., 7 mei 1942, Pasicrisie, 1942, I, 117).

Distributie van toegangsbewijzen en abonnements

Het is mogelijk toegangsbewijzen te kopen :

- op het centrale secretariaat van de organisator of in de gedecentraliseerde verkooppunten erkend door de organisator, op vertoon van een groepskaart (maximum dertig toegangsbewijzen); onder « centraal secretariaat » moet verstaan worden : het secretariaat van de maatschappelijke zetel van de club, met uitsluiting van andere verkooppunten;
- op het centrale secretariaat van de organisator (maximum vier toegangsbewijzen);
- in de gedecentraliseerde verkooppunten erkend door de overkoepelende sportbond (maximum twee toegangsbewijzen);
- aan de loketten van het stadion en in de drie uren die de wedstrijd voorafgaan (één toegangsbewijs);
- via een commerciële partner van de organisator.

In elk geval moet men zich identificeren via een officieel document ter identificatie (identiteitskaart, paspoort,...) of via een ander door de organisator erkend elektronisch legitiemiddel (bijvoorbeeld, een « supporterskaart »). De organisator moet de nodige garanties voorzien bij de toekenning van dit legitiemiddel.

Voor de wedstrijden tussen ploegen van eerste nationale afdeling, de wedstrijden tussen een ploeg van eerste en één van tweede nationale afdeling, en voor de internationale wedstrijden moet de verkrijger van het toegangsbewijs zijn « supporterskeuze » bekend maken; hieronder verstaat men het feit dat men verklaart, ofwel dat men één van de twee deelnemende ploegen ondersteunt en in dit geval, dewelke, ofwel dat men geen van beide deelnemende ploegen ondersteunt.

De nominatieve gegevens van de koper (of van de bestemmingen in het geval dat een groepskaart gebruikt wordt) worden geregistreerd. Voor de verkoop aan de loketten zal dit slechts moeten gebeuren vanaf 1 juli 2000.

Deze gegevens moeten beschikbaar zijn voor de personen die de toepassing van de wet moeten controleren.

Il n'y a pas de limitation du nombre de titres d'accès disponibles lorsqu'ils sont achetés par un partenaire commercial de l'organisateur (les « sponsors » achètent régulièrement plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de billets pour leur personnel ou leurs clients); mais il va de soi que des personnes interdites de stade ne peuvent pas avoir la possibilité, par ce biais, de contourner cette interdiction en profitant d'une invitation, et qu'une séparation correcte des supporters doit toujours être possible : c'est pourquoi les données nominatives des destinataires et leur choix de supporter doit être transmise à l'organisateur, pour vérification.

Le système de distribution des billets est sensiblement différent pour les matches internationaux de football; les points communs sont l'obligation de s'identifier et de faire connaître son choix de supporter ainsi que l'obligation de fournir les données nominatives des destinataires et leur choix de supporter au cas où plus de quatre billets sont achetés. Il n'y a en revanche aucune disposition spécifique concernant les lieux de vente; une autre différence réside dans le fait que, pour de tels matches, une personne peut obtenir quatre titres d'accès et, si elle fournit les données nominatives des destinataires et leur choix de supporter, la quantité désirée de titres d'accès, sans plafond. Enfin, d'autres personnes physiques ou morales que l'organisateur, les points de vente décentralisés ou le partenaire commercial peuvent être distributeurs.

Contrôle d'accès

Pour les matches entre deux clubs de division I, ou entre un club de division I et un club de division II, l'organisateur doit faire appel à une équipe de fonctionnaires de police lorsque le bourgmestre estime que la rencontre est un « match à surveillance accrue »; les modalités du déploiement des ces fonctionnaires de police sont à régler conformément à l'arrêté royal du 14 septembre 1997 fixant les modalités relatives aux missions de police administrative remplies par la police communale pour lesquelles une rétribution peut être perçue, ou en application de l'arrêté royal du 19 août 1997 fixant les modalités relatives aux demandes et au paiement des missions de police administrative présentant un caractère exceptionnel effectuées par la gendarmerie.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la possibilité pour le bourgmestre de prendre d'autres mesures, plus radicales, comme par exemple l'interdiction de la rencontre.

Cette équipe de fonctionnaires de police peut également comporter des « spotters » d'autres corps de police, qui assistent les membres du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade lors de leur mission d'identification.

Les interdictions de stade

Les dispositions du chapitre III (« Distribution des titres d'accès et des abonnements ») relatives aux interdictions de stade ne sortiront leur plein effet lors des matches internationaux de football que lorsqu'il sera juridiquement possible de donner également effet aux interdictions de stade imposées à l'étranger. Dans l'intervalle, seules celles imposées en Belgique (en ce compris celles imposées à une personne n'ayant en Belgique ni domicile ni résidence principale) sont prises en considération pour la politique d'exclusion lors de matches internationaux.

Tels sont les objectifs repris dans le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de proposer à votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De votre Majesté,
Le très respectueux
Et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Er is geen beperking op het aantal toegangsbewijzen dat via een commerciële partner van de organisator verkregen kan worden (de « sponsors » kopen regelmatig vele tientallen, zelfs vele honderden kaarten voor hun personeel of voor hun cliënten); het spreekt echter vanzelf dat personen die het voorwerp uitmaken van een stadionverbod, via deze uitnodigingen niet de mogelijkheid mogen krijgen dat verbod te omzeilen, en dat steeds een correcte supportersscheiding mogelijk moet blijven : daarom moeten de nominatieve gegevens en de supporterskeuze van de bestemmingen voor nazicht aan de organisator overgemaakt worden.

Het distributiesysteem van toegangsbewijzen is gevoelig verschillend voor de internationale voetbalwedstrijden; de gemeenschappelijke punten betreffen de verplichting om zich te identificeren en zijn supporterskeuze te laten kennen alsook de verplichting om de nominatieve gegevens en de supporterskeuze van de bestemmingen te leveren, in geval meer dan vier toegangsbewijzen aangekocht worden. Er is hier daarentegen geen enkele specifieke bepaling ten aanzien van de verkooppunten; een andere verschil ligt in het feit dat, voor dergelijke wedstrijden, een persoon vier toegangsbewijzen kan verkrijgen, en, wanneer deze de nominatieve gegevens en de supporterskeuze van de bestemmingen levert, het gewenste aantal toegangsbewijzen, zonder beperking. Ten slotte kunnen andere natuurlijke of rechtspersonen dan de organisator, de gedecentraliseerde verkooppunten of de commerciële partners distributeur zijn.

Toegangscontrole

Voor de nationale voetbalwedstrijden tussen twee ploegen uit eerste afdeling of tussen een ploeg uit eerste afdeling en een ploeg uit tweede afdeling moet de organisator beroep doen op een team van politieambtenaren wanneer de burgemeester deze wedstrijd als een « wedstrijd met verhoogd toezicht » kwalificeert; de inzet van deze politieambtenaren wordt geregeld overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 september 1997 tot vaststelling van de nadere regels betreffende de door de gemeentepolitie uitgevoerde opdrachten van bestuurlijke politie waarvoor een vergoeding kan worden geïnd of door het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de nadere regels betreffende het aanvragen en de betaling van door de rijkswacht uitgevoerde uitzonderlijke taken van bestuurlijke politie.

Deze bepalingen verhinderen niet dat de burgemeester andere, meer ingrijpende, maatregelen zou kunnen nemen, zoals het verbieden van de wedstrijd.

Dit team van politieambtenaren kan tevens « spotters » bevatten van andere politiekorpsen, die de leden van de politiedienst belast met de ordehandhaving in het stadion assisteren bij hun identificatieopdracht.

De stadionverboden

De bepalingen van hoofdstuk III (« Distributie van toegangsbewijzen en abonnements ») met betrekking tot de stadionverboden zullen pas volledig effect ressorieren bij internationale wedstrijden, van zodra het juridisch mogelijk zal zijn tevens gevolg te geven aan in het buitenland opgelegde stadionverboden. In afwachting daarvan worden alleen de stadionverboden die in België werden opgelegd (inclusief deze opgelegd aan personen die in België woonplaats noch hoofdverblijfplaats hebben) in acht genomen voor de uitsluitingspolitiek bij internationale wedstrijden.

Dit zijn de doelstellingen vervat in het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft aan Uw handtekening voor te leggen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 9 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football », a donné le 14 avril 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« (l'urgence est motivée)... par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football, tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risquant de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration. »

Observation générale

L'article 1^{er}, 4°, définit « le distributeur (de titres d'accès ou d'abonnements) » comme étant « l'organisateur lui-même ou la personne physique ou morale habilitée par l'organisateur à revendre ou à offrir des titres d'accès ou des abonnements ».

L'article 13 du projet traite de l'« accréditation » du distributeur par « l'organisateur ».

Par contre, les dispositions du projet qui fixent les conditions de distribution des titres d'accès aux matches entre des équipes de première division nationale ou entre une équipe de première et une équipe de deuxième division nationale (articles 16 à 18), ou aux matches internationaux (article 19) ne font plus mention des « distributeurs ».

L'article 18, § 1^{er}, prévoit, en effet, que les titres d'accès pour les matches entre des équipes de première division ou entre une équipe de première et une équipe de deuxième division, sont mis à disposition au secrétariat de l'organisateur, dans des points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur, aux guichets du stade ou par l'intermédiaire de partenaires commerciaux de l'organisateur.

Quant à l'article 19, relatif aux matches internationaux, il prévoit que les titres d'accès sont délivrés par l'organisateur, ou par l'intermédiaire des partenaires commerciaux de l'organisateur.

Selon le fonctionnaire délégué, les "points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur" ne sont pas à considérer comme des distributeurs devant être habilités par l'organisateur conformément à l'article 13. Il s'agit plutôt de lieux, autres que son « secrétariat », où l'organisateur met à disposition des titres d'accès.

Quant aux « partenaires commerciaux de l'organisateur », il s'agirait, toujours selon le fonctionnaire délégué, des « sponsors » de l'organisateur, qui acquièrent un certain nombre de titres d'accès pour les distribuer à des fins publicitaires. Ces « sponsors » ne seraient pas non plus à considérer comme des distributeurs.

Il en résulte que le projet traduit plutôt maladroitement l'intention de ses auteurs et est source d'insécurité juridique.

Le Conseil d'Etat ne perçoit, en effet, pas dans quelles conditions (nombre de tickets, enregistrement des données) une personne autre que l'organisateur, mais agréée par celui-ci, pourrait délivrer des titres d'accès.

Par ailleurs, en l'absence de définition spécifique, le terme « secrétariat » pourrait recouvrir tout endroit où l'organisateur décide de mettre en vente des titres d'accès, rien n'empêchant un organisateur d'avoir plusieurs « secrétariats ». De même, en l'absence d'une telle définition, le terme « partenaires commerciaux » pourrait viser, par exemple, une agence de voyage qui acquiert des titres de l'organisateur pour les revendre à des clients...

Le projet doit donc être revu de manière à ce que soient bien précisées la qualité et les obligations des différents intervenants dans la distribution des titres d'accès.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 april 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende de regels voor het ticket-beheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden », heeft op 14 april 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

« (l'urgence est motivée) ... par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football, tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risquant de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration. »

Algemene opmerking

In artikel 1, 4°, wordt « distributeur (van toegangsbewijzen of abonnementen) » omschreven als « de organisator zelf of de natuurlijke of rechtspersoon door de organisator gemachtigd tot het doorverkopen of wegschenken van toegangsbewijzen of abonnementen ».

Artikel 13 van het ontwerp betreft de « accreditering » van de distributeur door « de organisator ».

Het woord « distributeur » komt daarentegen niet meer voor in de bepalingen van het ontwerp waarin de voorwaarden worden gesteld voor de distributie van toegangsbewijzen voor wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling of tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede nationale afdeling (artikelen 16 tot 18), of nog voor internationale wedstrijden (artikel 19).

Artikel 18, § 1, bepaalt immers dat toegangsbewijzen voor wedstrijden tussen ploegen van de eerste afdeling of tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede afdeling, ter beschikking worden gesteld op het secretariaat van de organisator, in de door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten, aan de loketten van het stadion of via de commerciële partners van de organisator.

Artikel 19, dat betrekking heeft op internationale wedstrijden, bepaalt dat de toegangsbewijzen worden afgegeven door de organisator of ter beschikking worden gesteld via de commerciële partners van de organisator.

Volgens de gemachtigde ambtenaar mogen de « door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten » niet beschouwd worden als distributeurs die overeenkomstig artikel 13 door de organisator gemachtigd moeten zijn. Het gaat veeleer om andere plaatsen dan het « secretariaat » van de organisator, waar hij toegangsbewijzen ter beschikking stelt.

Met « commerciële partners van de organisator » zouden, nog altijd volgens de gemachtigde ambtenaar, de « sponsors » van de organisator worden bedoeld, die een bepaald aantal toegangsbewijzen verkrijgen om voor reclamadoeleinden uit te delen. Die sponsors zouden evenmin als distributeurs mogen worden beschouwd.

Bijgevolg is het ontwerp een vrij ongelukkige weergave van de bedoeling van de stellers ervan en leidt het tot rechtsonzekerheid.

Het is de Raad van State namelijk niet duidelijk onder welke voorwaarden (aantal biljetten, registratie van de gegevens) iemand die niet de organisator is, maar door de organisator is erkend, toegangsbewijzen mag afgeven.

Bovendien kan het begrip « secretariaat », bij gebrek aan een specifieke begripsbepaling, op elke plaats slaan waar de organisator toegangsbewijzen besluit te verkopen, waarbij niets hem belet verscheidene « secretariaten » te hebben. Ook het begrip « commerciële partners » kan, bij gebrek aan een zodanige definitie, bijvoorbeeld op een reisbureau slaan, dat van de organisator toegangsbewijzen verkrijgt om ze aan klanten door te verkopen...

Het ontwerp moet dus zodanig worden herzien dat de hoedanigheid en de verplichtingen van de verschillende personen die betrokken zijn bij de distributie van toegangsbewijzen, duidelijk worden omschreven.

Observations particulières	Bijzondere opmerkingen
<p style="text-align: center;">Dispositif</p> <p style="text-align: center;">Article 10</p> <p>L'article 10 instaure la responsabilité solidaire et indivisible de l'acheteur du titre d'accès ou de l'abonnement avec son détenteur, « pour tout dommage causé par ce dernier dans les endroits auxquels ce titre ou cet abonnement donnent accès ».</p> <p>Le Roi est incompétent pour déroger aux principes de la responsabilité civile établis par les articles 1382 et suivants du Code civil.</p> <p>L'article 10 du projet doit donc être omis.</p>	<p style="text-align: center;">Dispositief</p> <p style="text-align: center;">Artikel 10</p> <p>Artikel 10 bepaalt dat de koper van een toegangsbewijs of een abonnement hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk is met de houder ervan « voor elke schade veroorzaakt door deze laatste op de plaatsen waartoe dit bewijs of dit abonnement toegang verlenen ».</p> <p>De Koning is niet bevoegd om af te wijken van de beginselen van burgerrechtelijke aansprakelijkheid vervat in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.</p> <p>Artikel 10 van het ontwerp moet dus vervallen.</p>
<p style="text-align: center;">Article 12</p> <p>Paragraphe 1^{er}</p> <p>1. Au 1^o, les termes « afin d'exclure la double vente » prêtent à confusion.</p> <p>Selon le fonctionnaire délégué, l'enregistrement de toute distribution des titres d'accès doit avoir pour but d'éviter que deux ou plusieurs titres d'accès ne soient mis en vente pour une même place dans le stade.</p> <p>Le texte doit être revu pour mieux traduire cette intention.</p> <p>2. Au 4^o, le retrait de l'abonnement aux personnes auxquelles une interdiction de stade a été imposée est une sanction accessoire non prévue par la loi. Il résulte, en effet, de l'article 10 du projet que l'abonnement n'est pas intuitu personae et qu'il peut donc être cédé. Cette disposition doit, dès lors, être omise, sauf à prévoir le cas échéant un remboursement total ou partiel du prix de l'abonnement.</p>	<p style="text-align: center;">Artikel 12</p> <p>Paragraaf 1</p> <p>1. In 1^o leiden de woorden « teneinde dubbel gebruik uit te sluiten » tot verwarring.</p> <p>Volgens de gemachtigde ambtenaar moet de registratie van elke distributie van toegangsbewijzen tot doel hebben te voorkomen dat twee of meer toegangsbewijzen voor éénzelfde plaats in het stadion worden verkocht.</p> <p>De bepaling moet zo worden herzien dat die bedoeling beter tot uiting komt.</p> <p>2. Het intrekken van het abonnement van personen aan wie een stadionverbod is opgelegd, vermeld in 4^o, is een bijkomende straf die niet bij de wet is bepaald. Uit artikel 10 van het ontwerp blijkt immers dat een abonnement niet intuitu personae is en dus overdraagbaar is. Deze bepaling moet dus vervallen, tenzij in voorkomend geval wordt bepaald dat de prijs van het abonnement geheel of gedeeltelijk terugbetaald wordt.</p>
<p>Paragraphe 2</p> <p>Cette disposition prévoit la communication à l'organisateur par la fédération sportive coordinatrice des données personnelles des personnes à qui a été imposée une interdiction de stade.</p> <p>L'article 45 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football dispose :</p> <p>« Chaque décision imposant une interdiction administrative ou judiciaire de stade ou une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité est communiquée à un fonctionnaire désigné par le Roi, selon les modalités déterminées par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur.</p> <p>Aux fins du contrôle du respect de l'interdiction de stade imposée, le fonctionnaire ne peut communiquer à la fédération sportive coordinatrice ou à l'organisateur que les données strictement nécessaires à l'identification de la personne qui fait l'objet d'une telle interdiction de stade. Le Roi en précise les modalités, après avis de la commission pour la protection de la vie privée. »</p> <p>Le projet n'ayant pas été soumis à l'avis de la commission pour la protection de la vie privée, l'article 12, § 2, doit être omis.</p>	<p>Paragraaf 2</p> <p>In deze bepaling staat dat de overkoepelende sportbond aan de organisator de persoonsgegevens mededeelt van de personen aan wie een stadionverbod is opgelegd.</p> <p>Artikel 45 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden bepaalt :</p> <p>« Elke beslissing waarbij een administratief of gerechtelijk stadionverbod of een stadionverbod als beveiligingsmaatregel wordt opgelegd, wordt medegedeeld aan een door de Koning aangewezen ambtenaar, volgens de modaliteiten bepaald door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken.</p> <p>De ambtenaar kan, ter controle van de naleving van het opgelegde stadionverbod, uitsluitend die gegevens mededelen aan de overkoepelende sportbond of aan de organisator, die noodzakelijk zijn voor en beperkt zijn tot de identificatie van de persoon die het voorwerp uitmaakt van een dergelijk stadionverbod. De Koning bepaalt, na advies van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels daarvoor. »</p> <p>Aangezien het ontwerp niet om advies aan de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is voorgelegd, moet artikel 12, § 2, vervallen.</p>
<p>La même observation vaut pour les articles 13, alinéa 2, et 14.</p> <p style="text-align: center;">Articles 18 et 19</p> <p>S'il peut se concevoir que l'obligation d'enregistrer l'identité (1) et le « choix de supporter » (2) relève de la « gestion des billets », visée par l'article 10, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 21 décembre 1998 précitée, il n'en va pas de même de la communication systématique de ces données aux services de police.</p> <p>(1) Encore conviendrait-il de préciser les données personnelles (nom, prénom,...) devant être enregistrées.</p> <p>(2) Cette notion devrait être précisée dans le texte, et pas seulement dans le rapport au Roi. Il est en effet encore possible d'assister à un match de football sans être un « supporter ».</p> <p>Pour se conformer à l'article 22 de la Constitution, cette communication doit être prévue par le législateur lui-même.</p>	<p>Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, tweede lid, en voor artikel 14.</p> <p style="text-align: center;">Artikelen 18 en 19</p> <p>Het is weliswaar aannemelijk dat de verplichting om de identiteit (1) en de « supporterskeuze » (2) te registreren deel uitmaakt van het « ticketbeheer » genoemd in artikel 10, eerste lid, 5^o, van de genoemde wet van 21 december 1998, maar dat geldt niet voor het stelselmatig ter beschikking stellen van die gegevens aan de politiediensten.</p> <p>(1) Wel dient te worden gepreciseerd welke persoonsgegevens (naam, voornaam, ...) geregistreerd moeten worden.</p> <p>(2) Dit begrip zou nader omschreven moeten worden in de regelgeving, en niet alleen in het verslag aan de Koning. Het is immers nog altijd mogelijk een voetbalwedstrijd bij te wonen zonder « supporter » te zijn.</p> <p>Om te voldoen aan artikel 22 van de Grondwet moet de wetgever zelf in die terbeschikkingstelling voorzien.</p>
<p style="text-align: center;">Articles 21 et 22</p> <p>Ces deux dispositions prévoient que lorsque le bourgmestre de la commune dans laquelle se déroule le match qualifie celui-ci de match à surveillance accrue, l'organisateur fait appel, contre rémunération, à une équipe d'identification et à une équipe d'arrestation du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade ou à une équipe d'arrestation de ce service, selon qu'il y va d'une rencontre opposant</p>	<p style="text-align: center;">Artikelen 21 en 22</p> <p>In deze beide bepalingen wordt gesteld dat, wanneer de burgemeester in wiens gemeente de wedstrijd zich afspeelt, deze wedstrijd kwalificeert als een wedstrijd met verhoogd toezicht, de organisator, tegen betaling, een beroep doet op een identificatieteam en een arrestatieteam van de politiedienst die zorgt voor de ordehandhaving in het stadion of alleen op een arrestatieteam van die dienst, naar</p>

deux équipes de première division ou une équipe de première division à une équipe de deuxième division ou deux équipes de deuxième division.

L'article 10, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi précitée du 21 décembre 1998, visé dans l'alinéa 1^{er} du préambule en projet, ne peut servir de fondement légal aux articles examinés. En effet, cette disposition légale habilite le Roi à régler les modalités de gestion des billets, ce qui couvre « la confection des titres d'accès, leur distribution, le contrôle de l'accès et le contrôle de la validité et de la détention régulière des titres d'accès », mais ne l'autorise pas à prendre des mesures qui ont trait au maintien de l'ordre.

Ne constitue pas davantage un fondement suffisant l'article 10, alinéa 1^{er}, 4°, qui impose aux organisateurs de prendre des mesures de sécurité visant à garantir la sécurité du public et des services de police et de secours mais uniquement par la gestion des flux de spectateurs, la séparation des spectateurs rivaux et la mise en oeuvre concrète du règlement d'ordre intérieur.

Par contre, l'article 10, alinéa 2, peut constituer un tel fondement, en tant qu'il habilite le Roi à arrêter des dispositions concrètes additionnelles en vue de garantir la sécurité des spectateurs et le déroulement paisible du match, lesquelles doivent être confirmées par la loi dans les douze mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté portant ces dispositions.

En effet, l'examen des travaux parlementaires relatifs à cette disposition fait apparaître que le texte de l'avant-projet de loi ne prévoyait pas la confirmation législative des dispositions concrètes additionnelles arrêtées par le Roi et que c'est à la suite d'une observation de la section de législation quant au caractère inadmissible d'une habilitation aussi large que le texte déposé par le Gouvernement a été complété en ce sens (1). Aucune autre restriction n'a été apportée au pouvoir du Roi que le Ministre de l'Intérieur a assimilé à un « véritable pouvoir spécial » lors de la discussion du projet en commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre (2).

(1) Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1572/1, pp. 10, 32 et 50.

(2) Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1572/5, pp. 26 et 27.

L'alinéa 1^{er} du préambule de l'arrêté en projet doit, en conséquence, être complété par l'indication de l'alinéa 2 de l'article 10 de la loi du 21 décembre 1998 et le dispositif, par une disposition prévoyant la confirmation législative des articles examinés dans les douze mois de l'entrée en vigueur du projet.

Par ailleurs, d'un point de vue rédactionnel, il serait préférable de supprimer le dernier alinéa de chacune des dispositions examinées et de mieux faire apparaître du texte de l'article 21, alinéa 1^{er}, et de l'article 22, alinéa 2, que l'organisateur, dans l'hypothèse envisagée d'un match à surveillance accrue, demande, dans les conditions prévues par l'article 223bis de la nouvelle loi communale, par l'article 70bis, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, ou, lorsque ces dispositions seront entrées en vigueur, par les articles 90 et 115, § 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'intervention, selon le cas, d'une équipe d'identification et d'une équipe d'arrestation ou d'une équipe d'arrestation du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade.

Article 25

L'article 25 doit être omis vu le danger qu'il représente pour la sécurité juridique.

Il convient à l'auteur du projet d'adopter le moment venu un arrêté modificatif de l'arrêté présentement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Compte tenu de cette observation, la référence à l'article 25 du projet contenue à l'article 23 doit être omise.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(...)

gelang het gaat om een wedstrijd tussen twee ploegen van de eerste afdeling of tussen een ploeg van de eerste afdeling en een ploeg van de tweede afdeling of twee ploegen van de tweede afdeling.

Artikel 10, eerste lid, 5°, van de genoemde wet van 21 december 1998, genoemd in het eerste lid van de ontworpen aanhef, kan niet als rechtsgrond dienen voor de onderzochte artikelen. Deze wetsbepaling machtigt de Koning immers om de nadere regels voor het ticketbeheer vast te stellen, wat « het aanmaken van de toegangsbewijzen, de distributie ervan, de toegangscontrole en de controle op de geldigheid en op het regelmatig bezit van de toegangsbewijzen » omvat, maar niet om maatregelen uit te vaardigen die betrekking hebben op de ordehandhaving.

Artikel 10, eerste lid, 4°, dat de organisatoren verplicht veiligheidsmaatregelen te nemen om de veiligheid van het publiek en van de hulp- en politiediensten te waarborgen, maar alleen door de beheersing van de beweging van toeschouwers, de scheiding van rivaliserende toeschouwers, en de concrete tenuitvoerlegging van het « reglement van inwendige orde », biedt evenmin een afdoende rechtsgrond.

Artikel 10, tweede lid, daarentegen kan zulk een rechtsgrond bieden, aangezien het de Koning machtigt aanvullende concrete bepalingen uit te vaardigen om de veiligheid van de toeschouwers en het vreedzame verloop van de wedstrijd te garanderen, bepalingen die binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van het besluit dat die bepalingen bevat, door de wetgever bekrachtigd moeten worden.

Uit onderzoek van de parlementaire voorbereiding met betrekking tot deze bepaling blijkt immers dat in de tekst van het voorontwerp van wet geen sprake was van bekrachtiging door de wetgever van de concrete aanvullende bepalingen die door de Koning worden uitgevaardigd, en dat de door de Regering ingediende regeling in die zin is aangevuld naar aanleiding van een opmerking van de afdeling wetgeving dat zulk een ruime machtiging onaanvaardbaar is (1). Er is geen enkele andere beperking gesteld op de bevoegdheid van de Koning, die door de Minister van Binnenlandse Zaken bij de bespreking van het ontwerp in de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt met een « echte bijzondere macht » is gelijkgesteld (2).

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1572/1, blz. 10, 32 en 50.

(2) Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1572/5, blz. 26 en 27.

Het eerste lid van de aanhef van het ontworpen besluit moet bijgevolg aangevuld worden met de vermelding van artikel 10, tweede lid, van de wet van 21 december 1998, en het dispositief met een bepaling luidens welke de onderzochte artikelen binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van het ontwerp door de wetgever bekrachtigd moeten worden.

Daarnaast zou het, uit redactioneel oogpunt, verkieslijk zijn het laatste lid van elk van de onderzochte bepalingen te schrappen en ervoor te zorgen dat uit de tekst van artikel 21, eerste lid, en artikel 22, tweede lid, duidelijker blijkt dat de organisator, in het genoemde geval van een wedstrijd met verhoogd toezicht, onder de voorwaarden bepaald in artikel 223bis van de nieuwe gemeentewet, in artikel 70bis, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, of, wanneer die bepalingen in werking zullen zijn getreden, in de artikelen 90 en 115, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, de hulp inroept van een identificatieteam en een arrestatieteam van de politiedienst die zorgt voor de ordehandhaving in het stadion of alleen van een arrestatieteam van die dienst, naar gelang van het geval.

Artikel 25

Artikel 25 moet vervallen aangezien het de rechtszekerheid in het gedrang brengt.

De steller van het ontwerp dient te gepasten tijde een besluit uit te vaardigen tot wijziging van het besluit dat thans voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd.

Vanwege deze opmerking moet in artikel 23 de verwijzing naar artikel 25 van het ontwerp vervallen.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp is op verscheidene plaatsen van het ontwerp op zijn minst voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden de hierna volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

In de inleidende zin schrijve men naar gewoonte « verstaan onder » in plaats van « begrepen onder », aangezien « begrepen onder » een andere betekenis heeft. Voorts schrijve men in 2° en 3° « welke » en niet

(...)

(...)

(...)

(...)

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck et Y. Kreins, conseillers d'Etat;

F. Delperee et J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Nikis, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

R. Andersen.

3 JUIN 1999. — Arrêté royal réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment l'article 10, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 1999;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, et à moins qu'il n'en soit précisé autrement, il convient d'entendre par :

1° « la loi » : la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football;

2° « titre d'accès » : le titre qui permet à son détenteur d'assister à un seul match de football;

« dewelke ». Voorts zou in 2° het in deze betekenis afgekeurde woord « toelaat » vervangen moeten worden door de woorden « in staat stelt ». In 6° ten slotte schrijve men « afgegeven » of « uitgereikt » in plaats van « afgeleverd », dat in deze context als niet-correct wordt aangemerkt.

Artikel 11

Aangezien « globaal » normaal « bij benadering » betekent en « compartimenteel » o.m. niet in Van Dale, GWNT, voorkomt, wordt voorgesteld te schrijven : « de veiligheidscapaciteit, beschouwd in totaal of per compartiment » in plaats van « de globale en de compartimentele veiligheidscapaciteit ».

Artikel 12

Gelijk gebruikelijk is in de wetgevingstechniek zou in paragraaf 1 de onvoltooid tegenwoordige tijd gebruikt moeten worden, niet de onvoltooid toekomstige tijd. In 1° zou het correcter en juister zijn « kosteloze verstrekking » te schrijven, in plaats van « kosteloze verdeling ».

Artikel 16

Het woord « voorleggen » zou in casu vervangen moeten worden door de term « overleggen ». Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17.

Artikel 22

In plaats van « te gebeuren » zou het correcter zijn te schrijven « te geschieden » of « te worden uitgevoerd ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck en Y. Kreins, staatsraden;

F. Delperee en J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Nikis, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

R. Andersen.

3 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op artikel 10, eerste lid, 5°;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 maart 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet vóór de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 april 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, en behoudens anders-luidende bepaling, wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden;

2° « toegangsbewijs » : de titel welke de houder in staat stelt slechts één enkele voetbalwedstrijd bij te wonen;

3° « abonnement » : le titre qui permet à son détenteur d'assister à plusieurs matches de football;

4° « distributeur (de titres d'accès ou d'abonnements) » : l'organisateur lui-même ou le partenaire commercial, le point de vente décentralisé ou toute personne physique ou morale habilitée par l'organisateur à vendre ou à offrir des titres d'accès ou des abonnements;

5° « détenteur (d'un titre d'accès ou d'un abonnement) » : la personne physique à qui un titre d'accès ou un abonnement a été accordé, en vue d'assister elle-même à un match de football;

6° « document d'identification » : document officiel délivré par une autorité publique par lequel une personne physique qui souhaite se procurer un titre d'accès ou un abonnement, prouve son identité au distributeur;

7° « moyen de légitimation » : moyen électronique d'identification agréé par l'organisateur, par lequel une personne physique qui souhaite se procurer un titre d'accès ou un abonnement, prouve son identité au distributeur;

8° « carte de groupe » : document ou moyen électronique d'identification alloué à une personne physique, autorisée par l'organisateur à acquérir des titres d'accès pour un groupe de personnes physiques.

Art. 2. Les articles 1^{er}, 3 à 19 et 21 à 24 du présent arrêté s'appliquent aux matches nationaux de football entre équipes de première division nationale.

Les articles 1^{er}, 3 à 6, 9 à 19 et 21 à 24 du présent arrêté s'appliquent aux matches nationaux de football entre une équipe de première division nationale et une équipe de deuxième division nationale.

Les articles 1^{er}, 3 à 6, 11 à 16, 21, 23 et 24 du présent arrêté s'appliquent aux matches nationaux de football entre équipes de deuxième division nationale.

Les articles 1^{er}, 3 à 6, 11 à 16, 20, 21, 23 et 24 du présent arrêté s'appliquent aux matches internationaux de football.

CHAPITRE II. — Confection des titres d'accès et des abonnements

Section 1. — Dispositions communes

Art. 3. Un titre d'accès doit offrir des garanties qualitatives suffisantes, ce qui comprend en tout cas :

1° offrir, en fonction de l'état de la technique, des garanties suffisantes contre l'imitation ou la contrefaçon;

2° comprendre les données prescrites par l'article 5 du présent arrêté.

Art. 4. Un abonnement doit offrir des garanties qualitatives suffisantes, ce qui comprend en tout cas :

1° offrir, en fonction de l'état de la technique, des garanties suffisantes contre l'imitation ou la contrefaçon;

2° comprendre les données prescrites par l'article 6 du présent arrêté.

Art. 5. Les données suivantes doivent être imprimées sur le titre d'accès :

1° l'identification du match concerné;

2° les conditions de l'accès au stade en faisant référence au règlement d'ordre intérieur;

3° un plan du stade;

4° une indication du siège attribué dans les tribunes assises;

5° pour les compartiments ayant des places debout, un numéro de 1 à X, où X est le nombre conforme à la capacité maximale autorisée du compartiment;

6° le nom de l'organisateur et le nom du distributeur.

Art. 6. Les données suivantes doivent être imprimées sur l'abonnement :

1° la durée de validité de l'abonnement;

2° les données mentionnées à l'article 5, 2° à 6°, du présent arrêté;

3° le numéro du document d'identification ou du moyen de légitimation.

3° « abonnement » : de titel welke de houder in staat stelt meerdere voetbalwedstrijden bij te wonen;

4° « distributeur (van toegangsbewijzen of abonnementen) » : de organisator zelf of de commerciële partner, het gedecentraliseerde verkooppunt of elke natuurlijke of rechtspersoon door de organisator gemachtigd tot het verkopen of wegschenken van toegangsbewijzen of abonnementen;

5° « houder (van een toegangsbewijs of een abonnement) » : de natuurlijke persoon aan wie een toegangsbewijs of een abonnement werd toegewezen teneinde zelf een voetbalwedstrijd bij te wonen;

6° « document ter identificatie » : officieel document afgegeven door een publieke overheid, waarmee een natuurlijke persoon die zich een toegangsbewijs of een abonnement wenst aan te schaffen, zijn identiteit bewijst aan de distributeur;

7° « middel ter legitimatie » : elektronisch identificatiemiddel erkend door de organisator, waarmee een natuurlijke persoon die zich een toegangsbewijs of een abonnement wenst aan te schaffen, zijn identiteit bewijst aan de distributeur;

8° « groepskaart » : document of elektronisch identificatiemiddel toegekend aan een natuurlijke persoon, door de organisator gemachtigd tot het verwerven van toegangsbewijzen voor een groep natuurlijke personen.

Art. 2. De artikelen 1, 3 tot 19 en 21 tot 24 van dit besluit zijn van toepassing op nationale voetbalwedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling.

De artikelen 1, 3 tot 6, 9 tot 19 en 21 tot 24 van dit besluit zijn van toepassing op nationale voetbalwedstrijden tussen een ploeg van de eerste nationale afdeling en een ploeg van de tweede nationale afdeling.

De artikelen 1, 3 tot 6, 11 tot 16, 21, 23 en 24 van dit besluit zijn van toepassing op nationale voetbalwedstrijden tussen ploegen van de tweede nationale afdeling.

De artikelen 1, 3 tot 6, 11 tot 16, 20, 21, 23 en 24 van dit besluit zijn van toepassing op internationale voetbalwedstrijden.

HOOFDSTUK II. — Aanmaken van toegangsbewijzen en abonnementen

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 3. Een toegangsbewijs dient voldoende kwalitatieve waarborgen te bieden, waaronder in elk geval worden begrepen :

1° het bieden van een, in functie van de stand van de techniek, voldoende garantie tegen namaak of vervalsing;

2° het bevatten van de in artikel 5 van dit besluit voorgeschreven gegevens.

Art. 4. Een abonnement dient voldoende kwalitatieve waarborgen te bieden, waaronder in elk geval worden begrepen :

1° het bieden van een, in functie van de stand van de techniek, voldoende garantie tegen namaak of vervalsing;

2° het bevatten van de in artikel 6 van dit besluit voorgeschreven gegevens.

Art. 5. Op het toegangsbewijs dienen volgende gegevens te zijn afgedrukt :

1° de identificatie van de wedstrijd;

2° de voorwaarden van toegang tot het stadion door een verwijzing naar het reglement van inwendige orde;

3° een grondplan van het stadion;

4° een aanduiding van de toegekende zitplaats in de zittribunes;

5° voor de compartimenten met staanplaatsen een nummer van 1 tot X, met X zijnde het getal overeenkomstig de maximum toegelaten capaciteit van het compartiment;

6° de naam van de organisator en de naam van de distributeur.

Art. 6. Op het abonnement dienen volgende gegevens te zijn afgedrukt :

1° de geldigheidsduur van het abonnement;

2° de gegevens zoals vermeld in artikel 5, 2° tot en met 6°, van dit besluit;

3° het nummer van het document ter identificatie of van het middel ter legitimatie.

Section 2. — Dispositions propres aux matches entre des équipes de première division nationale

Art. 7. Le titre d'accès et l'abonnement doivent être conçus de manière telle qu'une lecture automatique des données à l'entrée du stade soit possible.

Art. 8. Les titres d'accès et les abonnements destinés aux personnes qui n'ont pas encore atteint l'âge de douze ans au jour de la mise à disposition du titre d'accès ou de l'abonnement doivent être d'un aspect différent.

Section 3. — Dispositions propres aux matches entre des équipes de première division nationale, et aux matches entre une équipe de première et une équipe de deuxième division nationale

Art. 9. Le nom et le prénom des détenteurs désignés par le titulaire autorisé d'une carte de groupe doivent être imprimé sur le titre d'accès acquis conformément à l'article 19, § 2, du présent arrêté.

Le nom et le prénom de la personne qui acquiert le titre d'accès conformément à l'article 19, § 3, du présent arrêté, doivent être imprimées sur le titre d'accès.

Art. 10. Le titre d'accès et l'abonnement doivent contenir de manière claire et lisible la mention que l'acheteur enregistré et tout cédant de ce titre d'accès ou cet abonnement sont solidairement et indivisiblement responsables avec son détenteur pour tout dommage causé par ce dernier dans les endroits auxquels ce titre ou cet abonnement donnent accès.

CHAPITRE III. — Distribution des titres d'accès et des abonnements

Section 1re. — Dispositions communes

Art. 11. Le nombre de titres d'accès mis à disposition pour un match ne peut dépasser, que ce soit globalement ou par compartiment, la capacité de sécurité établie dans les conventions conclues en vertu de l'article 5 de la loi. Il est tenu compte, en ce qui concerne ce nombre, des abonnements déjà mis à disposition et de toutes les autres autorisations d'accès aux tribunes délivrées par l'organisateur.

Art. 12. L'organisateur prendra les mesures suivantes afin d'assurer une distribution optimale des titres d'accès et des abonnements entre les supporters :

1° enregistrer toute distribution de titres d'accès et d'abonnements, que ce soit par vente ou par distribution gratuite, afin d'éviter que deux ou plusieurs titres d'accès ou abonnements soient vendus pour une même place dans le stade;

2° attribuer les places aux supporters de manière telle que les supporters rivaux sont correctement séparés, de manière cohérente avec l'infrastructure du stade et les séparations existantes dans les tribunes;

3° ne pas délivrer de titres d'accès ni d'abonnements aux personnes auxquelles une interdiction de stade a été imposée;

4° le retrait de l'abonnement aux personnes auxquelles une interdiction de stade a été imposée, moyennant remboursement total ou partiel de son prix.

Art. 13. Si l'organisateur habilite un tiers à distribuer des titres d'accès ou des abonnements, il est responsable de l'accréditation de ce distributeur.

L'organisateur passe avec le distributeur qu'il souhaite accréditer pour la distribution de titres d'accès et d'abonnements une convention reprenant les conditions auxquelles cette distribution de titres d'accès et d'abonnements doit satisfaire.

Art. 14. Lorsque des titres d'accès pour des matches peuvent être commandés plus de trois mois avant le match, les titres ne seront effectivement mis à disposition que maximum deux mois avant le match, après vérification de la liste des personnes frappées d'une interdiction de stade.

Art. 15. A partir de la mise à disposition des titres d'accès et des abonnements ou, le cas échéant, à partir du moment où existe la possibilité d'en commander, l'organisateur doit informer le public clairement et dans une large mesure, des conditions et des délais de vente.

Le cas échéant, l'organisateur doit faire savoir, via la presse, que l'occupation maximale du stade est atteinte.

Art. 16. Les fonctionnaires ou agents chargés du contrôle de l'application de la loi et de ses arrêtés d'exécution ont accès aux données enregistrées par l'organisateur en vertu du présent arrêté.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling

Art. 7. Het toegangsbewijs en het abonnement zijn zodanig geconcipieerd dat een automatische lezing van de gegevens bij toegang tot het stadion mogelijk is.

Art. 8. Toegangsbewijzen en abonnementen bestemd voor personen, die de leeftijd van twaalf jaar nog niet bereikt hebben op de dag van de terbeschikkingstelling van het toegangsbewijs of van het abonnement, dienen uiterlijk onderscheiden te zijn.

Afdeling 3. — Bepalingen eigen aan wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling en aan wedstrijden tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede nationale afdeling

Art. 9. Op het toegangsbewijs dat verkregen wordt overeenkomstig artikel 19, § 2, van dit besluit, worden de naam en de voornaam van de door de gemachtigde titularis van een groepskaart aangeduide houders van het toegangsbewijs gedrukt.

Op elk toegangsbewijs dat een persoon verkrijgt overeenkomstig artikel 19, § 3, van dit besluit, worden de naam en de voornaam van die persoon gedrukt.

Art. 10. Het toegangsbewijs en het abonnement dienen duidelijk en goed leesbaar de vermelding te bevatten dat de geregistreerde koper en elke overdrager van dit toegangsbewijs of dit abonnement hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk is met de houder ervan voor elke schade veroorzaakt door deze laatste op de plaatsen waartoe dit bewijs of dit abonnement toegang verlenen.

HOOFDSTUK III. — Distributie van toegangsbewijzen en abonnementen

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 11. Het aantal voor een wedstrijd ter beschikking gestelde toegangsbewijzen mag de veiligheidscapaciteit, beschouwd in totaal of per compartiment, vastgelegd in de krachtens artikel 5 van de wet gesloten overeenkomsten, niet overschrijden. Ten aanzien van dit aantal wordt rekening gehouden met de reeds ter beschikking gestelde abonnementen en met alle andere machtigingen van de organisator tot toegang tot de tribunes.

Art. 12. De organisator neemt volgende maatregelen om een optimale distributie van de toegangsbewijzen en de abonnementen onder de supporters te verzekeren :

1° elke distributie, hetzij als verkoop, hetzij als kosteloze verstrekking, van toegangsbewijzen en abonnementen registreren teneinde te voorkomen dat twee of meer toegangsbewijzen of abonnementen voor éénzelfde plaats in het stadion worden verkocht;

2° het toekennen van plaatsen aan supporters op een wijze dat rivaliserende supporters correct gescheiden worden, coherent met de infrastructuur van het stadion en met de bestaande afscheidingen in de tribunes;

3° het niet ter beschikking stellen van toegangsbewijzen en abonnementen aan personen aan wie een stadionverbod werd opgelegd;

4° het intrekken van het abonnement van personen aan wie een stadionverbod werd opgelegd, tegen gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de prijs.

Art. 13. Indien de organisator een derde machtigt toegangsbewijzen of abonnementen te distribueren, is hij verantwoordelijk voor de accreditering van deze distributeur.

De organisator sluit met de distributeur die hij wenst te accrediteren voor distributie van toegangsbewijzen en abonnementen een overeenkomst waarin de voorwaarden opgenomen worden waaraan de distributie van toegangsbewijzen en abonnementen dient te voldoen.

Art. 14. Wanneer voor een wedstrijd de toegangsbewijzen meer dan drie maanden voor de wedstrijd kunnen besteld worden, worden de toegangsbewijzen slechts effectief ter beschikking gesteld maximaal twee maanden voor de wedstrijd, na verificatie van de lijsten van personen onderworpen aan een stadionverbod.

Art. 15. Vanaf het ter beschikking stellen van de toegangsbewijzen en de abonnementen of, in voorkomend geval, vanaf de mogelijkheid tot bestellen, dient de organisator het publiek duidelijk en in ruime mate te informeren aangaande de verkoopvoorwaarden en -termijnen.

In voorkomend geval, dient de organisator via de media bekend te maken dat een volledige bezetting van het stadion is bereikt.

Art. 16. De ambtenaren of agenten belast met de controle op de toepassing van de wet en zijn uitvoeringsbesluiten hebben toegang tot de door de organisator krachtens dit besluit geregistreerde gegevens.

Section 2. — Dispositions propres aux matches entre des équipes de première division nationale et aux matches entre une équipe de première et une équipe de deuxième division nationale

Art. 17. Sans préjudice de l'article 12, 3°, du présent arrêté, l'organisateur ne délivre de titres d'accès qu'aux personnes qui se sont identifiées par la présentation d'un document d'identification ou via un moyen de légitimation et qui ont fait connaître leur choix de supporter.

Art. 18. L'organisateur doit en permanence pouvoir produire un relevé de tous les titres d'accès distribués.

Art. 19. § 1^{er}. Les titres d'accès sont mis à disposition au secrétariat central de l'organisateur, dans des points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur, aux guichets du stade ou par l'intermédiaire de partenaires commerciaux de l'organisateur.

§ 2. Trente titres d'accès au maximum peuvent être obtenus au secrétariat central de l'organisateur ou dans des points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur sur présentation d'une carte de groupe.

Les données nominatives des détenteurs ainsi que leur choix de supporter sont enregistrés.

§ 3. Toute personne s'étant identifiée conformément à l'article 17 du présent arrêté peut obtenir au maximum quatre titres d'accès au secrétariat central de l'organisateur.

Les données nominatives de cette personne ainsi que son choix de supporter sont enregistrés.

§ 4. Toute personne s'étant identifiée conformément à l'article 17 du présent arrêté peut obtenir au maximum deux titres d'accès dans les points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur.

Les données nominatives de cette personne ainsi que son choix de supporter sont enregistrés.

§ 5. Toute personne s'étant identifiée conformément à l'article 17 du présent arrêté peut obtenir un seul titre d'accès aux guichets du stade dans les trois heures qui précèdent la rencontre.

Les données nominatives de cette personne ainsi que son choix de supporter sont enregistrés.

§ 6. Lorsque les titres d'accès sont mis à disposition par l'intermédiaire d'un partenaire commercial de l'organisateur, celui-ci communique à l'organisateur la liste des noms des personnes à qui il a accordé les titres d'accès.

Les données nominatives de ces personnes ainsi que leur choix de supporter sont enregistrés.

Section 3. — Dispositions propres aux matches internationaux.

Art. 20. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 12, 3°, du présent arrêté, l'organisateur ne délivre de titres d'accès qu'aux personnes qui se sont identifiées par la présentation d'un document d'identification ou via un moyen de légitimation et qui ont fait connaître leur choix de supporter.

§ 2. Chaque personne qui s'est identifiée conformément au § 1^{er} du présent article peut obtenir au maximum quatre titres d'accès.

§ 3. Chaque personne qui s'est identifiée conformément au § 1^{er} du présent article peut obtenir plus de quatre titres d'accès pour autant que les données nominatives et le choix de supporter des personnes à qui ont été accordés ces titres d'accès soient enregistrés par l'organisateur.

§ 4. Lorsque les titres d'accès sont mis à disposition par l'intermédiaire d'un distributeur autre que l'organisateur, celui-ci communique à l'organisateur les données nominatives et le choix de supporter des personnes à qui il a accordé les titres d'accès.

Ces données sont enregistrés par l'organisateur.

CHAPITRE IV. — Contrôle d'accès

Section 1re. — Dispositions communes

Art. 21. Un contrôle d'accès doit être organisé de telle sorte que :

- 1° l'accès au stade soit le plus fluide possible;
- 2° l'accès au stade ne soit possible qu'une seule fois par titre d'accès ou abonnement pour la rencontre concernée;
- 3° à n'importe quel moment, le nombre de personnes se trouvant dans tel ou tel compartiment soit connu.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling en aan wedstrijden tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede nationale afdeling

Art. 17. Onverminderd artikel 12, 3°, van dit besluit, kent de organisator enkel toegangsbewijzen toe aan personen die zich hebben geïdentificeerd door het overleggen van een document ter identificatie of via een middel ter legitimatie, en die hun supporterskeuze bekend-gemaakt hebben.

Art. 18. De organisator dient permanent een overzicht te kunnen overleggen van alle verspreide toegangsbewijzen.

Art. 19. § 1. De toegangsbewijzen worden ter beschikking gesteld op het centrale secretariaat van de organisator, in de gedecentraliseerde verkooppunten erkend door de organisator, aan de loketten van het stadion of via de commerciële partners van de organisator.

§ 2. Op het centrale secretariaat van de organisator of bij de door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten kunnen, op vertoon van een groepskaart, maximum dertig toegangsbewijzen verkregen worden.

De nominatieve gegevens van de houders alsook hun supporterskeuze worden geregistreerd.

§ 3. Elke persoon die zich identificeert overeenkomstig artikel 17 van dit besluit, kan op het centrale secretariaat van de organisator maximum vier toegangsbewijzen verkrijgen.

De nominatieve gegevens van deze persoon alsook zijn supporterskeuze worden geregistreerd.

§ 4. Elke persoon die zich identificeert overeenkomstig artikel 17 van dit besluit, kan in de door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten maximum twee toegangsbewijzen verkrijgen.

De nominatieve gegevens van deze persoon alsook zijn supporterskeuze worden geregistreerd.

§ 5. Elke persoon die zich identificeert overeenkomstig artikel 17 van dit besluit, kan aan de loketten van het stadion en in de drie uren die de wedstrijd voorafgaan, één toegangsbewijs verkrijgen.

De nominatieve gegevens van deze persoon alsook zijn supporterskeuze worden geregistreerd.

§ 6. Wanneer toegangsbewijzen ter beschikking gesteld worden via een commerciële partner van de organisator, deelt deze de lijst van de personen aan wie hij de toegangsbewijzen toegewezen heeft mee aan de organisator.

De nominatieve gegevens van deze personen alsook hun supporterskeuze worden geregistreerd.

Afdeling 3. — Bepalingen eigen aan internationale wedstrijden

Art. 20. § 1. Onverminderd artikel 12, 3°, van dit besluit, kent de organisator enkel toegangsbewijzen toe aan personen die zich hebben geïdentificeerd door het voorleggen van een document ter identificatie of via een middel ter legitimatie, en die hun supporterskeuze bekend gemaakt hebben.

§ 2. Elke persoon die zich identificeert overeenkomstig § 1 van dit artikel, kan maximum vier toegangsbewijzen verkrijgen.

§ 3. Elke persoon die zich identificeert overeenkomstig § 1 van dit artikel, kan meer dan vier toegangsbewijzen verkrijgen voorzover de nominatieve gegevens en de supporterskeuze van de personen aan wie deze toegangsbewijzen toegewezen werden, door de organisator geregistreerd worden.

§ 4. Wanneer toegangsbewijzen ter beschikking gesteld worden via een andere distributeur dan de organisator, deelt deze de nominatieve gegevens en de supporterskeuze van de personen aan wie hij de toegangsbewijzen toegewezen heeft mee aan de organisator.

Deze gegevens worden geregistreerd door de organisator.

HOOFDSTUK IV. — Toegangscontrole

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 21. Een toegangscontrole dient zodanig georganiseerd te zijn dat :

- 1° de toegang tot het stadion zo vloeiend mogelijk is;
- 2° het toegangsbewijs of abonnement slechts een eenmalige toegang tot de desbetreffende wedstrijd geeft;
- 3° op elk moment per compartiment bekend is hoeveel personen er zich bevinden.

Section 2. — Dispositions propres aux matches entre des équipes de première division nationale et aux matches entre une équipe de première et une équipe de deuxième division nationale

Art. 22. Lorsque le bourgmestre de la commune dans laquelle se déroule le match décide de qualifier la rencontre de match à surveillance accrue, l'organisateur doit faire appel, pour le contrôle d'accès, à l'assistance de fonctionnaires de police.

Dans cette hypothèse, il est fait application de l'article 223bis de la nouvelle loi communale ou de l'article 70bis, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie ou, lorsque ces dispositions seront entrées en vigueur, des articles 90 et 115, § 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

En concertation avec le bourgmestre, le chef du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade détermine le nombre de fonctionnaires de police auxquelles l'organisateur doit faire appel, conformément à l'alinéa 1^{er}, en fonction entre autres de la nature de la rencontre, du nombre et de la nature des supportes et du nombre d'accès au stade.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999, à l'exception de son article 19, § 5, alinéa 2, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Art. 24. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling en aan wedstrijden tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede nationale afdeling

Art. 22. Wanneer de burgemeester van de gemeente waarin de wedstrijd plaatsheeft beslist om deze wedstrijd te kwalificeren als een wedstrijd met verhoogd toezicht, moet de organisator voor de toegangscapaciteit beroep doen op de bijstand van politieambtenaren.

In dit geval wordt artikel 223bis van de nieuwe gemeentewet of artikel 70bis, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht of, wanneer deze bepalingen in werking zullen zijn getreden, de artikelen 90 en 115, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, toegepast.

In overleg met de burgemeester bepaalt de chef van de politiedienst, belast met de ordehandhaving in het stadion, het aantal politieambtenaren waarop de organisator overeenkomstig het eerste lid beroep dient te doen naargelang onder andere de aard van de wedstrijd, het aantal en de aard van de supportes en het aantal toegangen tot het stadion.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999, met uitzondering van artikel 19, § 5, tweede lid, dat in werking treedt op 1 juli 2000.

Art. 24. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 99 — 1925

[C - 99/02122]

27 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1975 fixant le montant et le mode de paiement du droit d'inscription sur la liste des candidats ainsi qu'aux examens et concours organisés par le Secrétaire permanent au recrutement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 5 décembre 1974 relative au droit d'inscription aux examens et concours organisés par le Secrétaire permanent au recrutement;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1975 fixant le montant et le mode de paiement du droit d'inscription sur la liste des candidats ainsi qu'aux examens et concours organisés par le Secrétaire permanent au recrutement, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1981, 3 novembre 1982, 30 décembre 1982 et 17 mars 1995;

Considérant que le droit d'inscription aux concours de recrutement peut représenter une barrière à l'accès aux emplois du secteur public pour certaines catégories de la population, contrairement au principe d'égalité des chances;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 99 — 1925

[C - 99/02122]

27 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1975 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van betalen van het inschrijvingsgeld voor de kandidatenlijst en voor de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op de wet van 5 december 1974 betreffende het inschrijvingsgeld voor de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1975 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van betalen van het inschrijvingsgeld voor de kandidatenlijst en voor de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 september 1981, 3 november 1982, 30 december 1982 en 17 maart 1995;

Overwegende dat het inschrijvingsgeld voor de vergelijkende wervingsexamens een hinderpaal kan vormen voor de toegang van bepaalde categorieën van de bevolking tot betrekkingen van de openbare sector, en bijgevolg ingaat tegen het principe van gelijke kansen;